

Le reste sans changement.

ART. 5. — Pour les ressortissants Français en Zone Française d'Occupation, le Journal Officiel édite un supplément en langue française. Ce supplément délivré aux Autorités, Services et personnes françaises a valeur de publication vis-à-vis des Autorités et ressortissants français dans les conditions de l'article 2 de la présente ordonnance.

ART. 6. — L'article 8 de l'ordonnance No 2 est modifié comme suit :

Toutes les municipalités de la Zone Française d'Occupation ainsi que toutes les Administrations publiques allemandes seront obligatoirement abonnées au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

ART. 7. — La Régie Autonome des Publications Officielles dans la Zone Française d'Occupation jouit de la franchise pour toutes ses opérations postales, téléphoniques et télégraphiques. La poste allemande sera utilisée pour ces opérations.

ART. 8. — Les articles 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13, de l'ordonnance No 2 sont abrogés.

ART. 9. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 3 Mars 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

Im übrigen bleibt Artikel 7 unverändert.

Artikel 5. Für die in der Zone Française d'Occupation befindlichen französischen Staatsangehörigen gibt das Amtsblatt ein Zusatzblatt in französischer Sprache heraus. Dieses Zusatzblatt das Behörden, Dienststellen und Einzelpersonen französischer Staatsangehörigkeit geliefert wird, hat gegenüber den französischen Behörden und Staatsangehörigen nach Maßgabe des Artikels 2 dieser Verordnung die Wirkung der öffentlichen Bekanntmachung.

Artikel 6. Artikel 8 der Verordnung Nr. 2 wird folgendermaßen geändert:

„Alle Gemeinden in der Zone Française d'Occupation und alle deutschen Behörden der öffentlichen Verwaltung sind verpflichtet, das Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu abonnieren.“

Artikel 7. Die Unabhängige Verwaltung der amtlichen Veröffentlichungsorgane in der Zone Française d'Occupation genießt im Post-, Telefon- und Telegrammverkehr vollkommene Gebührenfreiheit.

Artikel 8. Die Artikel 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13 der Verordnung Nr. 2 werden aufgehoben.

Artikel 9. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und in der Zone Française d'Occupation als Gesetz auszuführen.

BADEN-BADEN, den 3. März 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandement en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

ORDONNANCE No 81

portant modifications de la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au blocage et au contrôle des Biens ainsi que de l'Ordre Général No 1 et des Licences Générales No 1, 2, 3, 4 et 5 pris en application de la loi No 52.

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945;

Vu l'Ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 du Commandant en Chef maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié ;

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au blocage et au contrôle des Biens ;

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ;

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ART. 1. — Le § b de l'article 1 de la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au blocage et au contrôle des Biens est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

„les Gouvernements, les ressortissants ou résidents de Nations autres que l'Allemagne qui ont été en état de guerre avec une des Nations Unies à quelque époque que ce soit depuis le 1er septembre 1939 ;“

VERORDNUNG Nr. 81

betreffend Änderung des Gesetzes Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen sowie der Allgemeinen Vorschrift Nr. 1 und der auf Grund des Gesetzes Nr. 52 erteilten Allgemeinen Genehmigungen Nr. 1, 2, 3, 4 und 5.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen

folgende :

VERORDNUNG :

Artikel 1. Artikel 1 Absatz 1 b des Gesetzes Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen wird aufgehoben und durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Regierungen, Staatsangehörige oder Einwohner von Staaten, mit Ausnahme Deutschlands, die sich mit einer der Vereinigten Nationen zu irgendeinem Zeitpunkt seit dem 1. September 1939 im Kriegszustand befinden haben.“

ART. 2. — La loi No 52 ainsi modifiée sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne ainsi que l'Ordre Général No 1 pris en application de la loi No 52 et licences générales No 1, 2, 3, 4 et 5 accordées en vertu de la loi No 52.

ART. 3. — La présente Ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 3 Mars 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandant en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

Artikel 2. Das so abgeänderte Gesetz Nr. 52 ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen, desgleichen die zur Ausführung des Gesetzes Nr. 52 erlassene allgemeine Vorschrift Nr. 1 und die auf Grund des Gesetzes Nr. 52 erteilten Allgemeinen Genehmigungen Nr. 1, 2, 3, 4 und 5.

Artikel 3. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und in der Zone Française d'Occupation als Gesetz auszuführen.

BADEN-BADEN, den 3. März 1947

Le Général d'Armée KOENIG
Commandement en Chef Français en Allemagne
P. KOENIG

LOI NO 52

relative au blocage et au contrôle des biens

ARTICLE PREMIER

Catégories de biens

1. — Tout bien situé en territoire allemand occupé qui, directement, en totalité ou en partie, appartient à ou est contrôlé par une des personnes suivantes, est par la présente loi déclaré sujet à confiscation ou à saisie ou soumis à toute autre mesure de contrôle ou d'administration édictée par le Gouvernement Militaire:

- a) le Reich allemand ou l'un de ses Länder, Gaue ou Provinces, ou autres subdivisions politiques analogues, ou l'un des organismes ou services en dépendant, y compris les services d'utilité publique, les entreprises, les corporations publiques ou les monopoles contrôlés par eux;
- b) les Gouvernements, les ressortissants ou résidents de Nations autres que l'Allemagne, qui ont été en état de guerre avec une des Nations Unies à quelque époque que ce soit depuis le 1er septembre 1939;
- c) la N.S.D.A.P., tous offices, départements, services et organisations en faisant partie, rattachés à ou contrôlés par elle, leurs fonctionnaires et leurs membres dirigeants ou adhérents qui pourraient être désignés par le Gouvernement Militaire;
- d) toutes personnes aussi longtemps qu'elles sont arrêtées ou détenues de quelque manière que ce soit par le Gouvernement Militaire;
- e) tous organisations, cercles ou autres associations interdits ou dissous par le Gouvernement Militaire;
- f) les propriétaires absents, y compris les Gouvernements des Nations Unies et les Gouvernements Neutres;
- g) toutes autres personnes désignées par le Gouvernement Militaire par inscription sur des listes ou de toute autre manière.

2. — Les biens qui ont été l'objet d'un transfert sous contrainte, de confiscation injustifiée, de dépossession ou de spoliation en Allemagne ou dans des territoires situés hors de l'Allemagne, que ce soit en vertu d'une procédure légale ou prétendue telle ou de toute autre manière, sont par la présente loi également déclarés sujets à confiscation ou à saisie ou soumis à toute autre mesure de contrôle ou d'administration édictée par le Gouvernement Militaire.

GESETZ Nr. 52

über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

Artikel I

Arten von Vermögen

1. — Vermögen im besetzten deutschen Gebiet, das unmittelbar oder mittelbar, ganz oder teilweise im Eigentum oder unter der Kontrolle einer der folgenden Personen steht, wird durch dieses Gesetz entweder der Einziehung oder der Beschlagnahme oder jeder anderen von der Militärregierung angeordneten Maßnahme der Kontrolle oder Verwaltung unterworfen:

- a) das Deutsche Reich oder seine Länder, Gaue oder Provinzen oder andere Verwaltungsbezirke oder eine ihrer Verwaltungs- und Amtsstellen, einschließlich der von ihnen abhängigen gemeinwirtschaftlichen Nutzungsbetriebe, Unternehmen, Körperschaften des öffentlichen Rechts oder Monopole;
- b) Regierungen, Staatsangehörige oder Einwohner von Staaten, mit Ausnahme Deutschlands, die sich mit einer der Vereinigten Nationen zu irgendeinem Zeitpunkt seit dem 1. September 1939 im Kriegszustand befunden haben;
- c) die NSDAP, alle Ämter, Abteilungen, Stellen und Organisationen, die zu ihr gehören, ihr angeschlossen oder von ihr abhängig sind, ihre Beamten sowie diejenigen ihrer leitenden Mitglieder oder Anhänger, die von der Militärregierung bezeichnet werden;
- d) alle von der Militärregierung in Haft oder anderen Gewahrsam genommenen Personen für die Dauer dieser Haft oder dieses Gewahrsams;
- e) alle von der Militärregierung verbotenen oder aufgelösten Organisationen, Klubs oder andere Vereinigungen;
- f) abwesende Eigentümer, einschließlich der Regierungen der Vereinigten Nationen und der neutralen Regierungen;
- g) alle anderen von der Militärregierung durch Aufführung in Listen oder auf andere Weise bezeichneten Personen.

2. — Vermögen, das Gegenstand von Übertragung unter Zwang, ungerechtfertigter Einziehung, Enteignung oder Wegnahme in Deutschland oder in Gebieten außerhalb Deutschlands gewesen ist, wird ebenfalls ohne Rücksicht darauf, ob dies auf Grund eines gesetzlichen Verfahrens oder unter dem Vorwand eines gesetzlichen Verfahrens oder auf irgendeine andere Weise geschehen ist, durch dieses Gesetz der Einziehung oder der Beschlagnahme oder jeder anderen von der Militärregierung angeordneten Maßnahme der Kontrolle oder Verwaltung unterworfen.

ARTICLE II

Opérations interdites

3. — Sauf dans les cas indiqués ci-dessous ou à moins que le Gouvernement Militaire n'ait accordé une licence ou donné un ordre contraire, personne ne devra importer, acquérir ou recevoir, trafiquer de, vendre, louer, transférer, exporter, hypothéquer ou disposer autrement de, détruire ou abandonner la possession, la garde ou le contrôle de tous biens:

- a) énumérés à l'article Ier ci-dessus;
- b) appartenant à ou contrôlés par un Kreis, une commune ou une autre subdivision politique analogue;
- c) appartenant à ou contrôlés par une institution consacrée au culte, à la charité, à l'éducation, aux arts ou aux sciences;
- d) constituant des oeuvres d'art ou des objets culturels de valeur ou d'importance, quelle que soit la personne qui en a la propriété ou le contrôle.

ARTICLE III

Gestion des biens

4. — Tous gardiens, curateurs, fonctionnaires, ou toutes autres personnes se trouvant en possession ou ayant la garde ou le contrôle des biens énumérés aux articles Ier et II ci-dessus sont tenus:

- a) i) de les administrer conformément aux ordres du Gouvernement Militaire; de ne pas les transférer, les délivrer ou en disposer d'une façon quelconque avant d'en avoir reçu l'ordre;
- ii) de les préserver, les conserver, les sauvegarder et ne pas entreprendre ou permettre d'actions qui pourraient diminuer la valeur ou l'utilité;
- iii) de tenir à jour des livres et des comptes de ces biens et de leurs revenus;
- b) à la date fixée par le Gouvernement Militaire et sur son ordre,
 - i) d'établir des rapports contenant tous renseignements nécessaires au sujet de ces biens et mentionnant toutes recettes et dépenses qui s'y rapportent;
 - ii) de transmettre ou de remettre la garde, la possession ou le contrôle de ces biens et tous livres, registres et comptabilités s'y rapportant et
 - iii) de rendre compte de ces biens ainsi que de tous leurs revenus et produits.

5. — Nul ne doit commettre, causer ni permettre un acte ou une omission de nature à provoquer un dommage à ou la dissimulation de l'un des biens visés par la présente loi.

ARTICLE IV

Fonctionnement des entreprises commerciales — Utilisation des biens des Collectivités Publiques

6. — Sauf ordres contraires du Gouvernement Militaire, et restrictions ultérieures imposées par celui-ci:

- a) Toute entreprise commerciale sujette à contrôle aux termes de la présente loi peut se livrer à toutes transactions qui résultent habituellement de la conduite normale de ses activités commerciales en territoire allemand occupé, à condition que cette entreprise commerciale ne se livre pas à des transactions qui, de façon directe ou indirecte, diminueraient réellement ou mettraient en péril sa valeur ou qui, de toute autre manière, affecteraient dangereusement sa situation financière. Ceci n'autorise cependant pas des transactions qui sont interdites pour tous autres motifs que ceux de la présente loi.
- b) Les biens visés à l'article Ier — 1a) seront utilisés conformément à leur affectation normale dans la mesure où le Gouvernement Militaire ne l'interdit pas.

Artikel II

Verbotene Handlungen

3. — Niemand darf, soweit nicht in diesem Gesetz etwas anderes bestimmt ist oder sofern nicht die Militärregierung eine Genehmigung oder anderweitige Anweisung dazu erteilt hat, Vermögen der nachstehend bezeichneten Art einführen, erwerben oder in Empfang nehmen, damit handeln, es verkaufen, vermieten oder verpachten, übertragen, ausführen, verpfänden, belasten oder in anderer Weise darüber verfügen, es zerstören oder den Besitz, den Gewahrsam oder die Kontrolle darüber aufgeben:

- a) Vermögen, das in Artikel I aufgeführt ist;
- b) Vermögen, das im Eigentum oder unter der Kontrolle eines Kreises, einer Gemeinde oder einer sonstigen staatlichen oder kommunalen Verwaltung steht;
- c) Vermögen, das im Eigentum oder unter der Kontrolle einer Anstalt steht, die dem Gottesdienst, der Wohlfahrt, der Erziehung, der Kunst oder der Wissenschaft gewidmet ist;
- d) Kunstgegenstände oder Kulturgegenstände von Wert oder Bedeutung ohne Rücksicht darauf, wer Eigentümer ist oder die Kontrolle darüber ausübt.

Artikel III

Verwaltung von Vermögen

4. — Alle Verwahrer, Pfleger, Amtspersonen oder andere Personen, die Vermögen der in Artikel I oder II bezeichneten Art in Besitz, Gewahrsam oder Kontrolle haben, müssen:

- a) (i) das Vermögen nach den Weisungen der Militärregierung verwalten und dürfen es ohne deren Weisung weder übertragen noch aushändigen noch in anderer Weise darüber verfügen;
- (ii) das Vermögen pfleglich behandeln, erhalten und sicherstellen und dürfen keine Handlungen vornehmen oder zulassen, die den Wert oder die Brauchbarkeit dieses Vermögens beeinträchtigen könnten;
- (iii) genaue Aufzeichnungen und Rechnung über das Vermögen und dessen Erträge führen;
- b) zu dem von der Militärregierung festgesetzten Zeitpunkt und nach Maßgabe ihrer Weisungen
 - (i) Berichte aufstellen, die alle erforderlichen Angaben bezüglich dieses Vermögens und aller damit im Zusammenhang stehenden Einnahmen und Ausgaben enthalten;
 - (ii) den Gewahrsam, den Besitz oder die Kontrolle dieses Vermögens sowie alle darauf bezüglichen Bücher, Aufzeichnungen und Abrechnungen übertragen oder aushändigen und
 - (iii) über das Vermögen und über alle daraus herrührenden Einkünfte und Erträge Rechnung legen.

5. — Niemand darf eine Handlung oder Unternehmung begehen, verursachen oder zulassen, welche die Beschädigung oder die Verheimlichung von Vermögen, das den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegt, zur Folge haben würde.

Artikel IV

Weiterführung von geschäftlichen Unternehmen
Verwendung öffentlichen Vermögens

6. — Vorbehaltlich anderweitiger Anordnungen und weiterer Beschränkungen seitens der Militärregierung

- a) kann jedes geschäftliche Unternehmen, das der Kontrolle gemäß diesem Gesetz unterliegt, alle Geschäfte eingehen, welche die normale Führung seines Betriebes im besetzten deutschen Gebiet mit sich bringt, unter der Bedingung, daß das Unternehmen keine Geschäfte eingeht, die unmittelbar oder mittelbar den Wert des Unternehmens vermindern oder gefährden oder seine finanzielle Lage in sonstiger Weise nachteilig beeinflussen würden. Diese Bestimmungen ermächtigt indessen nicht zur Eingehung von Geschäften, die aus anderen als auf diesem Gesetz beruhenden Gründen verboten sind;
- b) darf Vermögen der in Artikel I, 1a) bezeichneten Art seinem normalen Gebrauchszweck gemäß verwendet werden, soweit dies nicht von der Militärregierung untersagt wird.

ARTICLE V

Transactions nulles

7. — Sont nuls et non avenues: toute transaction interdite faite sans licence dûment octroyée ou sans l'autorisation du Gouvernement Militaire et tout transfert, contrat ou arrangement effectué ou conclu soit antérieurement, soit postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, en vue de faire échec aux pouvoirs ou de déjouer les intentions du Gouvernement Militaire ou bien encore d'échapper à la restitution de tous biens à leurs propriétaires légitimes.

ARTICLE VI

Conflits de lois

8. — En cas de conflit avec toute loi allemande, la présente loi et les ordres pris en exécution de celle-ci prévaudront. Sont suspendus par la présente loi, tous lois, décrets et ordonnances allemands portant saisie, confiscation ou vente forcée de biens énumérés aux articles Ier et II.

ARTICLE VII

Définitions

9. — Pour l'application de la présente loi, les termes suivants sont ainsi définis:

- a) „Personne“, signifiera toute personne physique, toute collectivité et toute personne morale de droit public ou de droit privé, tout gouvernement, y compris toutes subdivisions politiques, corporations publiques, leurs organismes et services;
- b) „Entreprises commerciales“ signifiera toute personne définie ci-dessus qui s'occupe d'affaires commerciales ou autres ou de prévoyance sociale;
- c) „Biens“ signifiera: tous biens meubles et immeubles, tous droits et intérêts dans ou créances sur de tels biens, présents et à venir. Ce terme comprendra, sans que l'énumération suivante soit limitative, le sol et les constructions, le numéraire, les participations, les actions, les droits de propriété industrielle, artistique et littéraire s'y rapportant ou tous autres titres de propriété ainsi que les valeurs mobilières, comptes en banque, créances, obligations et autres titres de créance, les oeuvres d'art et autres biens culturels;
- d) „Ressortissant“ d'un état ou d'un gouvernement signifiera: tout sujet ou citoyen ainsi que toute société de personnes ou de capitaux ou toute autre personne morale relevant des lois de cet état ou gouvernement ou ayant son principal établissement sur le territoire de cet état ou gouvernement;
- e) „Allemagne“ signifiera le territoire constituant „das Deutsche Reich“ à la date du 31 décembre 1937.

ARTICLE VIII

Sanctions

10. Quiconque enfreindra l'une des prescriptions de la présente loi sera, après constatation de sa culpabilité par un tribunal du Gouvernement Militaire, puni d'une peine prévue par la loi, y compris éventuellement la peine de mort, que le tribunal déterminera.

ARTICLE IX

Entrée en vigueur de la loi

11. — La présente loi entrera en vigueur dès la date de sa promulgation.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

Artikel V

Nichtige Geschäfte

7. — *Nichtig und unwirksam sind: jedes verbotene Geschäft, das ohne ordnungsgemäß erteilte Genehmigung oder Ermächtigung der Militärregierung abgeschlossen wird, und alle Übertragungen, Verträge oder andere Vereinbarungen, die vor oder nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Gesetzes mit der Absicht vorgenommen oder abgeschlossen sind, die Befugnisse der Militärregierung, die von ihr verfolgten Ziele oder die Rückgabe von Vermögen an die berechtigten Eigentümer zu vereiteln oder zu umgehen.*

Artikel VI

Widersprüche
zwischen gesetzlichen Bestimmungen

8. — *Im Falle des Widerspruchs zwischen einem deutschen Gesetz einerseits und diesem Gesetz oder einer dazu erlassenen Anordnung andererseits kommt den letzteren der Vorrang zu. Alle deutschen Gesetze, Verordnungen und Bestimmungen, die Beschlagnahme, Einziehung oder Zwangsverkauf von Vermögen der in Artikel I oder II bezeichneten Art vorsehen, werden durch dieses Gesetz außer Kraft gesetzt.*

Artikel VII

Begriffsbestimmungen

9. — *Für die Anwendung dieses Gesetzes gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:*

- a) *„Person“ bedeutet jede natürliche Person, Personenvereinigung, juristische Person des öffentlichen Rechts oder des Privatrechts sowie jede Regierung einschließlich aller ihrer Gebietskörperschaften und Verwaltungsbezirke, Körperschaften des öffentlichen Rechts, Verwaltungs- und Amtsstellen;*
- b) *„Geschäftliches Unternehmen“ bedeutet jede unter a) genannte Person, die eine wirtschaftliche oder geschäftliche Tätigkeit oder eine solche auf dem Gebiet der öffentlichen Wohlfahrt ausübt;*
- c) *„Vermögen“ bedeutet jedes bewegliche und unbewegliche Vermögen sowie alle bestehenden oder zukünftigen Rechte und Interessen an oder Ansprüche auf solches Vermögen; der Begriff umfaßt, ist aber nicht beschränkt auf: Grund und Boden, Gebäude, Zahlungsmittel, Beteiligungen, Aktien, gewerbliche Schutzrechte und Urheberrechte, sonstige Urkunden zum Nachweis des Eigentums sowie Wertpapiere, Bankguthaben, Ansprüche, Schuldverschreibungen und andere Urkunden zum Nachweis von Verbindlichkeiten, Kunstgegenstände und andere Kulturgegenstände;*
- d) *„Staatsangehöriger“ eines Staates oder einer Regierung bedeutet einen Untertan oder Staatsbürger sowie jede Gesellschaft, Personenvereinigung oder sonstige juristische Person, deren Rechtsfähigkeit auf dem Recht dieses Staates oder dieser Regierung beruht oder die im Gebiet dieses Staates oder dieser Regierung ihre Hauptniederlassung hat;*
- e) *„Deutschland“ bedeutet das Gebiet des Deutschen Reichs, wie es am 31. Dezember 1937 bestanden hat.*

Artikel VIII

Strafen

10. — *Jede Zuwiderhandlung gegen die Vorschriften dieses Gesetzes wird nach Schuldigsprechung des Täters durch ein Gericht der Militärregierung nach dessen Ermessen mit jeder gesetzlich zulässigen Strafe, einschließlich der Todesstrafe, bestraft.*

Artikel IX

Inkrafttreten

11. — *Dieses Gesetz tritt am Tage seiner Verkündung in Kraft.*

IM AUFTRAG DER MILITARREGIERUNG.